2. Directions et co-directions de mémoires de Master 2 et de thèses

2.1 Directions et co-directions de mémoires de Master 2

*2.1.1 Directions de mémoire* (**49**)

2018-2019 - Cottard F., *La place des agents contractuels dans la Fonction publique territoriale*

- Diedhou A.-L., *La gestion de leur patrimoine par les collectivités territoriales. L’exemple du département de Seine-Maritime*

- Dubois E., *Le RGPD et la numérisation des services publics*

- Menut M., *La dématérialisation des services publics*

- Ozdémir D., *Les normes de droit souple*

2017-2018 - Bazire C., *La création de la première SEMOP de transport de France*

- Bernard G., *La dématérialisation des marches publics*

- Gancel Y., *La valorisation du domaine privé des personnes publiques. L’exemple des occupations privatives précaires*

- Gruenberg M., *La coopération internationale des collectivités territoriales*

- Lebon D., *La problématique particulière de la régularisation des offres irrégulières*

- Perrot C., *L’économie sociale et solidaire et les administrations locales*

- Vaudry R., *Le CCAS et son avenir*

2016-2017 - Bonneau M., *La réforme de l’administration préfectorale*

- Chaou S., *Les enjeux de la fusion de commune à l’heure de la réorganisation du territoire ?*

- Lecourt D., *La vision pragmatique du principe de légalité des actes par le juge administratif*

- Leghat L., *Quel lien juridique entretiennent les collectivités et groupement actionnaires avec la société publique locale qu’ils ont créés ?*

- Molinet C., *La compétence GEMAPI*

- Odièvre J., *La fusion de commune : Procédure et gouvernance depuis les réformes territoriales*

- Riad S., *La décentralisation à la française. Quels enseignements pour la Mauritanie ?*

2015-2016 - Avenel G., *L’encadrement du droit de propriété par le Plan Local d’Urbanisme*

- Briand G., *L’enjeu de l’achat public durable au sein des Collectivités Territoriales*

- de Diego N., *La réforme des concessions sous l’influence du droit de l’UE*

- Dollfus P.-H., *La commune nouvelle : affaiblissement progressif ou renforcement de l’échelon communal ?*

- Gac A., *Le régime juridique des demandes de station classée de tourisme*

- Ouvry D., *L’autonomie financière des collectivités territoriales, mythe ou réalité ?*

- Poupard A., *La conservation des monuments historiques : entre protection du patrimoine et développement durable*

- Simonnet C., *Les évènements sportifs et culturels face aux nécessités du maintien de l’ordre*

- Saint-Léger D., *L’appréciation du préjudice financier dans les procédures d’urgence*

- Stalin B., *La réforme du statut de la Fonction publique*

- Staebler P.-Y., *La police des pêches en droit maritime*

2014-2015 - Rolland C., *Le régime juridique des subventions*

- Urvoy P.-O., *Le contrôle de légalité*

2013-2014 - Bémont M., *Les nouvelles directives communautaires en droit des marchés publics*

- Cocagne M., *Le référe provision*

- Lages dos Santos D., *La fin de vie des contrats administratifs*

- Lemoine N., *La dématérialisation des procédures de passation des marchés publics*

- Pathouot S., *Le GIP culture*

2012-2013 - El Bouhi D., *Le référé précontractuel*

- Lebey C., *La fusion de communes*

- Sabalic C., *Les conventions de prestation en nature conclues par l’administration locale*

- Sidaty M., *L’évolution du droit de la Fonction publique*

2011-2012 - Da Sylva W., *Le principe de transparence en droit des marchés publics*

- Duménil C., *La réforme de l’obligation de quitter le territoire français*

- Feuillepain G., *La délégation de service public : l’exemple du funérarium du Havre*

- Poupon V., *La disparition des actes créateurs de droit en droit administratif*

- Stawarz M.-L., *La gestion domaniale à l’épreuve des principes de transparence et de performance financière*

2008-2009 - Fall A., *Le dispositif de prévention de l’absentéisme scolaire*

- Ladiray A., *L’évolution du droit des marchés publics*

- Lebreton A., *La mise en place au sein d’une collectivité du système de vente des certificats d’économies d’énergie*

*2.1.1 Co-directions de mémoire (à 50%)* (**1**)

2008-2009 - Lemesle E., *Le droit administratif en Chine* (avec G. Lebreton)

2.2Directions et co-directions de thèses

*2.2.1 Thèses soutenues* (**4**)

2015 - 2019 - Ami M., *La justice en Mauritanie et le droit à un procès équitable : obstacles, insuffisances et propositions d’amélioration* ; docteur magistrat mauritanien

**Membres du jury** : Marc Debène (1er rapporteur) ; Georges Saad (2nd rapporteur) ; Arnaud de Raulin ; Fabien Bottini

2013 - 2019 - Doski Z., *Le juge administratif irakien et les droits de l’homme* (avec A. de Raulin PU – UPF) ; docteur devenu enseignant-chercheur titulaire à ***Nowruz University College of Law and Politics*** (Kurdistan irakien)

**Membres du jury** : Marc Debène (1er rapporteur) ; Alioune Fall (2nd rapporteur) ; Arnaud de Raulin ; Fabien Bottini

**Publications et autres productions scientifiques** :

* « Référendum sur la région du Kurdistan irakien du point de vue de la constitution irakienne permanente de 2005 et des règles du droit international général », *Revue de la Faculté de droit et des sciences politiques et administrative de l’Université libanaise* 2019 (<http://droit.ul.edu.lb/index.php/al-houkouk> en arabe)
* « Libertés et laïcité en Irak sous l’angle de la justice administrative et constitutionnelle, *Revue de la Faculté de droit et des sciences politiques et administrative de l’Université libanaise* (<http://droit.ul.edu.lb/index.php/al-houkouk> en français)

2011 - 2017 - Beye M., *La contribution de Machiavel et Schmitt au régime constitutionnel de l’État de crise. Étude de droit comparé français et anglo-américain* (avec C. Puigelier PU –Paris VIII) ; docteur devenu avocat au barreau de Paris, chercheur associé au LexFEIM de l’Université Le Havre-Normandie.

**Membres du jury** : Jean Gicquel (1er rapporteur) ; François Terré (2nd rapporteur) ; Catherine Puigelier ; Arnaud Haquet ; Carlos Herrera ; Fabien Bottini

**Publications et autres productions scientifiques** :

* + - * « La police de l’urbanisme », *in La police* *de la liberté en économie de marche. Quelle(s) contrainte(s) pour quelle(s) liberté(s) ?*, Legitech 2020 (à paraître)
      * « Carl Schmitt et la critique de la déterritorialisation de la règle de droit »*, in* *Nature et souveraineté*, Legitech 2020
      * « Les réponses du droit français face à la menace terroriste. L’inéluctable influence du droit américain sur les pouvoirs de crise ? », *in Néolibéralisme et droit public*, Mare & Martin 2017, p. 321-341
      * Note sous CC 2018-769 DC, « Le Conseil constitutionnel limite les possibilités de recours au contrat de droit privé », *AJCT* janvier 2019
      * « La règle de droit et la jurisprudence comme représentations d’un imaginaire social », Carnets de recherche des doctorants en sciences humaines et sociales de l’université du Havre
      * « L’avenir de la fonction publique territoriale dans le contexte de la décision n° 2018-769 DC », *BJCL* 2018-11/118

**Charge d’enseignement** : chargé de cours à l’Université Paris-Saclay, responsable du séminaire de « Technique du contentieux de l’environnement », au sein du Master 2 de droit de l’environnement de l’Université

2009 - 2015 - Siffert A., *Service public et libéralisme* (avec G. Lebreton PU – Le Havre-Normandie) ; chercheur associé au LexFEIM de l’Université Le Havre-Normandie, assistant parlementaire.

**Membres du jury** : Michaël Karpenschif (1er rapporteur) ; Nicolas Chifflot (2nd rapporteur) ; Guy Quintane ; Jean Gicquel ; Gilles Lebreton ; Fabien Bottini

**Publications et autres productions scientifiques** :

* + - * « Police et libéralisme », *in La police* *de la liberté en économie de marche. Quelle(s) contrainte(s) pour quelle(s) liberté(s) ?*, Legitech 2020 (à paraître)
      * « Réforme territoriale et refonte des solidarités », *in Droits fondamentaux et crise des solidarités*, L’Harmattan 2019, p. 221-225
      * « La prothèse défectueuse et l’imbrication vertueuse des responsabilités », *Revue juridique de l’Ouest* 2016/3
      * « Du socialisme municipal au néolibéralisme municipal ? », *in Néolibéralisme et droit public*, Mare & Martin 2017, p. 245-252
      * « Confiscation de Renault : la ‘‘situation’’ en 1945, ‘‘en litige’’ en 2016. Note sous CE 4.5.2016, req. n° 395466 », *Constitutions* 2016-4. 625-630
      * « La société publique locale : entre gestion publique et marché », *in* Bottini F. (dir.), *Les évolutions des modes de financement de l’action publique*, L’Harmattan 2014, p. 205-217
      * « Libéralisme et démocratie participative », *in* Lebreton G. (dir.), La démocratie participative : enjeux et réalité, L’Harmattan 2013, p. 183-193
      * « Service public et intervention des personnes publiques dans une Europe libérale », *Rev. UE* 2012. 449
      * « La liberté d’expression. Chronique de jurisprudence constitutionnelle française », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, Presses universitaires de Caen, 2010, 2011, 2012, 2013

**Charge d’enseignement** : chargé de cours à l’Université Le Havre-Normandie (132h TD de cours cette années) et à Science po Paris (site du Havre)

*2.2.1 Thèses en cours* (**7**)

2018 - … Édouard D., *L’État face au droit global* (avec G. Lebreton PU – Le Havre).

**Publications et autres productions scientifiques** :

* « La nature fonction et la nature objet du droit : vers une prise en compte de l’environnement dans le contenu matériel », *in Nature et souveraineté*, Colloque de l’Université Le Havre-Normandie*, LexFEIM*, 5 décembre 2019
* « La police du développement économique : vers une dualité des relations coercitives en économie de marché ? », Colloque de l’Université Le Havre-Normandie, 21-22 novembre 2019
* « Pour une introduction à une réflexion des effets de la postmodernité en droit public français : vers une logique d’adaptation au droit global ? », *Université de Rouen, laboratoire CREAM*, 2019
* « Décentralisation, recentralisation, entre nécessité et tentation continuelle de l’État français ? », *5e journée des doctorants du Pôle de Recherche en Sciences Sociales du Havre*, 2017
* *Analyse historique et juridique sur la création des parlements provinciaux de l’Ancien Régime en France entre le XIIIe siècle et le XVIIIe siècle*, Edilivre 2018

**Charge d’enseignement** : Missions doctorales à l’Université Le Havre-Normandie en droit administratif général ou droit constitutionnel depuis 2018.

2017 - … Ayoub B., *L’aléa entre santé et assurances* (avec C. Puigelier PU –Paris VIII

2014 - … - Ballo S., *Droits et obligations du patient en France et au Mali* (avec C. Puigelier PU –Paris VIII)

- Doucouré S., *L’indemnisation des victimes d’accidents corporels*(avec C. Puigelier PU –Paris VIII)

- Gadiaga F., *La responsabilité des établissements hospitaliers en matière d’infections nosocomiales*(avec C. Puigelier PU –Paris VIII)

2014 - … - Souleymane S., *Le renouveau des principes budgétaires au Sénégal* ; doctorant en fin de thèse

2013 - … - Bostrom S., *Les droits du malade en droit communautaire* (avec C. Puigelier PU –Paris VIII)

2.3Rapporteur de thèse pour des jurys ou prix de thèse (**6**)

1°) El Haité N., *Laïcité et République*, Université de Polynésie française, 14 mai 2018 (2nd Rapporteur) ; thèse publiée sous le titre *Laïcité et République. Considérations sur la République française*, **L’Harmattan 2019**

2°) Créon-Plaquin H., *Identité régionale ou autochtone et État unitaire*, Université de Rouen, 20 novembre 2017

3°) Bieronski É., *Le droit au soin IVG en Europe. Inégalités des patientes*, Université de Paris V, 4 avril 2017

4°) Desmonts J.-R., *État côtier et développement durable : entre exploitation et protection environnementale*, Université de Caen, 4 octobre 2016

5°) Denolle A.-S., *Le maire et la protection de l’environnement*, Université de Caen, 10 avril 2014 ; **LGDJ 2020**

6°) Havas N., *La responsabilité ministérielle en France*, Université de Caen, 9 juin 2011 ; **Dalloz 2012**. 1er prix de thèse du Sénat.

2.4 Participation à des jurys de thèse en tant qu’assesseur (**4**)

1°) Haussmann J., *L’étude comparative de la convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales et de la Charte arabe des droits de l’homme*, Université du Havre, 23 mars 2017

2°) Farag Khalil S., *L’exécution des décisions des juridictions administratives en France et en Égypte*, Université d’Artois, 15 janvier 2015 (2nd Rapporteur)

3°) Mukadi B., *La responsabilité civile du pouvoir judiciaire en droit congolais*, Université d’Artois, 28 août 2014

4°) Fofana A., *La direction du budget au Mali*, Université de Rouen, 10 mars 2014

3. Directions de projets de recherche (**9**)

2020 - 2022 - **Responsable du lot 2.1 du projet EDéTéN** (pour **«**Enjeux du Développement de la Télémédecine en Normandie ») relatif aux « leviers et freins au développement de la Télémédecine en Normandie ». Projet **noté A+** par l’**ANR** et en cours d’examen pour un financement régional par le Réseau d’Intérêt Normand (RIN) de la région Normandie. **24 enseignants-chercheurs** impliqués pour un budget total estimé à **110 485 euros**

2019 - 2020 - **Le service public du développement économique**, Colloque organisé sous l’égide de la FONDAFIP le 18 juin 2020 à l’Assemblée nationale. **10 enseignants-chercheurs**, magistrat ou personnalités politiques impliquées pour un budget en cours d’élaboration

- **Droits fondamentaux et crise du pluralisme**, Colloque des 18-19 novembre 2019 de l’Université Le Havre-Normandie. Équipe en cours de constitution pour un **budget** total estimé à **7 500 euros**

2018 - 2019 - **La police de la liberté en économie de marché. Quelle(s) contrainte(s) pour quelle(s) liberté(s) ?**, Colloque des 21-22 novembre 2019 à l’Université Le Havre-Normandie. Manifestation honorée du soutien de la Mission de recherche droit & justice. **34 enseignants-chercheurs**, chefs de juridiction ou personnalités politiques impliquées pour un budget total de **9 000 euros**

2015 - 2017 - **Néolibéralisme et américanisation du droit**, Colloque des 16-17 novembre 2017 à l’Université du Havre. Manifestation honorée du soutien de la Mission de recherche droit & justice. **34 enseignants-chercheurs**, chefs de juridiction ou personnalités politiques impliquées pour un budget total de **11 000 euros**

- **Droits fondamentaux et crises des solidarités en 2015-2017**, Colloque du 27 avril 2017 à l’Université Le Havre-Normandie. **18 enseignants-chercheurs** ou personnalités politiques impliquées pour un budget total de 4 500 euros

2014 - 2015 - **L’influence du néolibéralisme anglo-saxon sur le droit public français**, Colloque des 12-13 novembre 2015 à l’Université du Havre. **32** **enseignants-chercheurs**, chefs de juridiction ou personnalités politiques impliquées pour un budget total de **10 000 euros**

2010 - 2012 - **Les évolutions des modes de financement de l’action publique**, Colloque du 15 novembre 2012 à l’Université du Havre. **17 enseignants-chercheurs** ou personnalités politiques impliquées pour un budget total de 5 300 euros

2009 – 2012 **- L’État interventionniste**, Colloque des 26-27 novembre 2010 à l’hôtel de région de Normandie. **22 enseignants-chercheurs** ou personnalités politiques impliquées pour un budget total de **24 000 euros**

4. Responsabilités scientifiques et administratives

4.1 Responsabilités en lien avec la recherche

2020 - … - MCF HDR **élu de la Commission recherche** de l’Université Le Havre-Normandie

2019 - … - **Membre élu du comité éditorial des Presses Universitaires de Rouen et du Havre** (PURH)

2018 - … - **Responsable scientifique de l’Axe** **Droits fondamentaux** du LexFEIM (EA 1013)

2015 - … - **Directeur-adjoint** du LexFEIM (EA 1013)

2012 - … - Membre du Conseil de direction du LexFEIM (EA 1013)

- Membre du Comité Interne d’Expert (Section 01 à 04)

2001 – … -Membre du **GREDFIC** puis du **LexFEIM** de l’Université du Havre

2012 - 2015 - R**esponsable** de l’Axe « Territoires » du **GRR** culture et société en Normandie pour l’Université du Havre

4.2 Responsabilités en lien avec l’enseignement

2019 - … - **Co-président de la Section** **droit et science politique** de l’Université Le Havre-Normandie

- **Co-responsable pédagogique du** **Master droit des Collectivités territoriales** de l’Université Le Havre-Normandie. Co-président de jury du M1 et du M2.

2017 - 2019 - **Président de la Section** **droit et science politique** de l’Université Le Havre-Normandie

2016 - 2017 - **Co-porteur du dossier** **réhabilitation** « **Masters droit »** pour l’Université Le Havre-Normandie

2009 - 2019 - **Responsable pédagogique** du **Master droit public et des Collectivités territoriales** de l’Université Le Havre-Normandie. Président de jury du M1 et du M2.

2004 – 2019-Membre du **Département droit** de l’Université Le Havre-Normandie